Gesetz-Sammlung
für die
Königlichen Preußischen Staaten.

Nr. 22.

(Nr. 2463.) Convention de Cartel, signée par les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse, et de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le 20/8. Mai 1844.

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

La Convention de Cartel, conclue le 29/17. Mars 1830. entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, étant expirée, et quelques-unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développement et de précision, tandisque d'autres ont cessé d'être applicables aux rapports existants, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle Convention de Cartel, et ont à cet effet nommé des Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Henri Ulric Guillaume Baron de Bülow, Son Ministre du Cabinet et des affaires étrangères, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, Chevalier

(Nr. 2463.) Kartel-Konvention, unterzeichnet von den Bevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Preußen und Sr. Majestät des Kaisers von Rußland, Königs von Polen, am 20/8. Mai 1844.

Im Namen der Hochheiligen und untheilbaren Dreieinigkeit!

Nachdem die zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preußen und Sr. Majestät dem Kaiser von Rußland, König von Polen, unterm 29/17. März 1830. abgeschlossene Kartelkonvention abgelaufen ist, und einige ihrer Bestimmungen einer näheren Erläuterung und größeren Bestimmtheit fähig erachtet worden sind, während andere aufgehört haben, auf die gegenwärtigen Verhältnisse anwendbar zu seyn; so haben Ihre Majestäten es nützlich und angemessen gefunden, eine neue Kartelkonvention abzuschließen, und zu diesem Behufe zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preußen:

den Freiherrn Heinrich Ulrich Wilhelm von Bülow, Ihren Kabinets- und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter des Preußischen großen rothen Adler-Ordens, des Rus-

(Ausgegeben zu Berlin den 11. Juli 1844.)

des Ordres de St. Alexandre-Newsky, de Ste. Anne de la première Classe, de celui de St. Stanislas de la seconde Classe avec la plaque et de St. Wladimir de la quatrième Classe de Russie, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold d'Autriche, du mérite civil de Bavière, des Guelphes de Hanovre et de Louis de la Hesse Grand-Ducale, Commandeur de l'Ordre du Faucon blanc de la Saxe Grand-Ducale, Grand-Croix de l'Ordre du Lion Neerlandais et de celui de Léopold de Belgique, décoré du grand Ordre du Nischani Iftihar de Turquie;

et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne:

le Sieur Pierre Baron de Meyendorff, Son Conseiller privé et Chambellan, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, Chevalier Grand-Croix des Ordres de Russie de l'Aigle blanc, de St. Wladimir de la seconde Classe, de Ste. Anne de la première et de la quatrième Classe, de St. Stanislas de la première Classe, et de l'Aigle Rouge en diamants de Prusse,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la Convention de Cartel, dont la teneur suit ici mot à mot.

Article I.

La présente Convention, qui sera mise à exécution quatre semaines après l'échange des ratifications, s'appliquera:

Russischen St. Alexander-Newsky-, St. Annen-Ordens 1ster Klasse, des St. Stanislaus-Ordens 2ter Klasse mit dem Stern und des St. Wladimir-Ordens 4ter Klasse, Großkreuz des Oesterreichischen Leopold-Ordens, des Bayerischen Civil-Verdienst-, des Hannoverschen Guelphen- und des Großherzoglich Hessischen Ludwigs-Ordens, Kommandeur des Großherzoglich Sächsischen weißen Falken-Ordens, Großkreuz des Niederländischen Löwen- und des Belgischen Leopold-Ordens, Inhaber des Türkischen großen Ordens Nischani-Iftihar;

und

Se. Majestät der Kaiser von Rußland, König von Polen:

den Baron Peter von Meyendorff, Ihren Geheimen Rath und Kammerherrn, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem Könige von Preußen und Sr. Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Mecklenburg-Schwerin, Großkreuz des Russischen weißen Adler-Ordens, Ritter des St. Wladimir-Ordens 2ter Klasse, des St. Annen-Ordens 1ster und 4ter Klasse, des St. Stanislaus-Ordens 1ster Klasse und des Preußischen rothen Adler-Ordens in Brillanten,

welche, nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, diejenige Kartelkonvention abgeschlossen und unterzeichnet haben, deren wörtlicher Inhalt folgendermaßen lautet.

Artikel 1.

Die gegenwärtige Konvention, welche vier Wochen nach Auswechselung der Ratifikationen zur Ausführung gebracht werden soll, erstreckt sich

a) auf

a) à tous les individus qui déserteront le service actif des armées respectives, ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, tels que chevaux, harnais, armes, habillements; en outre, aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif, et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

b) à tous les individus qui, selon les lois de l'Etat qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fût-ce que dans la suite, au service militaire;

c) aux individus qui, ayant commis des crimes dans l'un des deux Etats, se sont enfuis sur le territoire de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils sont encourue.

Article II.

Si les individus, mentionnés dans l'article précédent sous la lettre a), sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service militaire de l'autre Etat, ils seront sur-le-champ, et sans réquisition préalable de cet Etat, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux Etats, pour y être remis aux autorités respectives chargées de les recevoir. Quant aux individus dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les me-

a) auf alle aus dem aktiven Dienste der beiderseitigen Armeen desertirten Individuen und die von ihnen mitgenommenen Militaireffekten, als: Pferde, Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke; desgleichen auf die aus dem aktiven Dienste, unter Vorbehalt ihrer Verpflichtung zu demselben, beurlaubten, mithin zur Kriegsreserve gehörigen Individuen;

b) auf alle, nach den Gesetzen des Staats, welchen sie mit oder ohne Absicht der Rückkehr verlassen haben, wenn auch erst für die Folge, zum Militairdienste verpflichteten Individuen;

c) auf diejenigen Individuen, welche, nachdem sie in einem der beiden Staaten ein Kriminalverbrechen begangen, sich der Untersuchung und Bestrafung desselben durch die Flucht auf das Gebiet des andern Staats zu entziehen gewußt haben.

Artikel 2.

Die im vorstehenden Artikel unter a. bezeichneten Individuen sind, wenn sie in militairischer Bekleidung, oder mit andern Gegenständen der militairischen Ausrüstung betroffen werden, oder wenn überhaupt darüber, daß sie aus dem Militairdienste des andern Staats entwichen sind, kein Zweifel obwaltet, sofort, ohne daß es dazu einer vorgängigen Requisition Seitens dieses Staats bedarf, zu verhaften, und mit den bei ihnen gefundenen Militaireffekten zur Grenze, welche beide Staaten trennt, zu transportiren, um daselbst an die zu ihrer Empfangnahme beauftragten jenseitigen Behörden abgeliefert zu werden. Bei denjenigen Individuen, deren Desertion nicht offenbar, sondern in Folge besonderer Umstände oder ihrer eigenen Aussagen nur wahrscheinlich ist, muß von den Militair- oder Civilbehörden, welche von

sures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet, et le communiqueront aux autorités militaires provinciales de l'autre Etat, qui alors déclareront, si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur leur sera livré de la manière susindiquée.

Les individus, mentionnés dans l'article précédent lettre b), ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse qui, dans chaque cas spécial, sera faite par les autorités compétentes de l'Etat auquel ces individus appartiennent.

Article III.

L'extradition des individus appartenant aux classes a) et b) de l'article 1., n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'Etat qu'ils ont quitté en dernier lieu, ou avant d'y avoir pris service, ces individus ont été sujets de l'Etat où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports résultant pour eux de cette qualité, n'aient pas été annullés suivant les formes prescrites par les lois de cet Etat. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et les effets militaires que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant.

De même, si un individu appartenant à ces deux classes s'est rendu coupable de quelque délit dans l'Etat où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine que lui infligent les lois de cet Etat.

von ihrem Aufenthalte Kenntniß erhalten haben, sofort für ihre Sicherstellung gesorgt werden. Demnächst haben sie darüber ein Protokoll aufnehmen zu lassen, und solches der jenseitigen Provinzial-Militairbehörde mitzutheilen, welche hierauf zu erklären hat, ob das bezeichnete Individuum wirklich desertirt ist oder nicht, welchemnächst, im Bejahungsfalle der Deserteur ihr auf die oben erwähnte Weise auszuliefern ist.

Was die im vorigen Artikel unter b. bezeichneten Individuen betrifft, so findet deren Verhaftung und Auslieferung nichts anders Statt, als in Folge einer jedesmaligen ausdrücklichen Requisition von Seiten der kompetenten Behörde desjenigen Staats, welchem die Individuen angehören.

Artikel 3.

Die Auslieferung der zu den Klassen a. und b. des Artikels 1. gehörigen Individuen wird jedoch nicht Statt finden, wenn dieselben, ehe sie sich in den zuletzt von ihnen verlassenen Staat begeben oder daselbst Dienste genommen hatten, Unterthanen desjenigen Staats waren, wohin sie sich bei ihrer Entweichung geflüchtet haben, und diejenigen Verhältnisse, welche für sie aus dieser Eigenschaft entspringen, nicht nach den in diesem Staate geltenden gesetzlichen Vorschriften aufgelöst worden sind. Doch werden, selbst in diesem Falle, die von solchen Individuen bei ihrer Entweichung mitgenommenen Pferde und Militaireffekten zurückgegeben.

Eben so kann die Auslieferung eines zu diesen zwei Klassen gehörigen Individuums, wenn dasselbe sich in dem Staate, wohin es entwichen ist, ein Verbrechen oder Vergehen hat zu Schulden kommen lassen, bis zur Abbüßung der nach den Gesetzen dieses Staats dafür verwirkten Strafe verweigert werden.

Enfin si, dans les cas où l'arrestation et l'extradition d'un individu ne devront s'effectuer qu'à la suite d'une réquisition (ainsi que cela est stipulé dans l'article 2. notamment à l'égard des déserteurs qui ne sont pas reconnaissables comme tels), il s'est écoulé l'espace de deux ans depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion d'un individu de cette catégorie, celui des deux Etats auquel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera point tenu d'y satisfaire.

Article IV.

Les communications qui, d'après l'article 2., auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées, de la part de la Prusse, au Commandant en chef et aux officiers chargés de l'extradition des déserteurs, et de la part de la Russie et de la Pologne, au Général commandant dans la Province prussienne la plus proche; les réquisitions relatives aux individus mentionnés dans l'article 1., sous la lettre b), s'adresseront, de la part de la Prusse, aux autorités militaires et civiles de la Russie ou de la Pologne les plus proches, et de la part de la Russie et de la Pologne, à la Régence provinciale prussienne la plus à portée.

Article V.

S'il arrivait qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eût déserté les troupes d'un autre Souverain, ou d'un autre Etat, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclu une Convention de Cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée qu'il aura désertée en dernier lieu.

In den Fällen endlich, wo die Verhaftung und Auslieferung eines Individuums nur in Folge vorheriger Requisition Statt finden soll, wie dies im Artikel 2. namentlich wegen der Deserteurs verabredet ist, welche nicht als solche kenntlich sind, ist, wenn seit der Desertion oder dem Austritte eines Individuums dieser Kategorie bereits ein Zeitraum von zwei Jahren verstrichen ist, der requirirte Staat nicht verpflichtet, der an ihn ergehenden Auslieferungsrequisition Folge zu leisten.

Artikel 4.

Die im Artikel 2. vorgeschriebenen Mittheilungen wegen der der Desertion aus dem Dienste der jenseitigen Macht Verdächtigen, werden Königlich Preußischer Seits an den Kommandirenden en Chef, und an die der Auslieferung der Deserteure vorgesetzten Offiziere, Kaiserlich Russischer oder Königlich Polnischer Seits aber an das Generalkommando der nächsten Preußischen Provinz gerichtet; wogegen die Requisitionen, welche sich auf Individuen der im Artikel 1. unter b. erwähnten Klasse beziehen, Königlich Preußischer Seits an die nächsten Russischen oder Polnischen Militair- und Civilbehörden, und Kaiserlich Russischer oder Königlich Polnischer Seits an die nächste Preußische Provinzialregierung zu richten sind.

Artikel 5.

Wenn der Fall eintritt, daß ein Individuum, bevor es aus dem Dienste des einen oder des andern der hohen kontrahirenden Theile entwichen ist, schon von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staats, mit welchem einer der hohen kontrahirenden Theile eine Kartelkonvention geschlossen hat, desertirt wäre, so soll gleichwohl ein solcher Ueberläufer derjenigen Armee ausgeliefert werden, von welcher er zuletzt desertirt ist.

Article VI.

Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives, d'engager au service militaire ou civil de leur Souverain un individu dont la désertion du service militaire de l'autre Etat n'est pas douteuse, ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer la frontière à aucun sous-officier ni soldat de l'armée de l'Etat limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passe-port ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il appartient.

Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passe-port ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subordonnés, et que des signes extérieurs ou d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre Etat, sera sur le champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire, et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article 2.

Article VII.

Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions d'extradition qui seront adressées à Leurs autorités. Dans le cas même où les individus réclamés auraient été entre-temps engagés au service de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Article VIII.

S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans l'acte de réquisition, ces doutes ne pourront, les cas men-

Artikel 6.

Den beiderseitigen Militair- und Civilbehörden ist ausdrücklich untersagt, ein Individuum, dessen Desertion aus dem jenseitigen Militairdienst als gewiß oder selbst nur als wahrscheinlich anzunehmen ist, in den Militair- oder Civildienst ihres Souverains aufzunehmen; auch dürfen sie keine Unteroffiziere oder Soldaten der jenseitigen Armee auf der Grenze durchgehen lassen, wenn sie nicht mit einem Passe oder Abschiede von dem Chef oder Kommandeur des Truppentheils, dem sie angehören, versehen sind. Jedes ohne einen solchen Paß oder Abschied von ihnen betroffene oder von ihren Untergebenen ihnen angezeigte Individuum, welches in Folge äußerer Merkmale oder sonstiger Umstände den Truppen des andern Staats anzugehören verdächtig ist, haben sie, mit sämmtlichen bei ihm befindlichen Effekten, sofort zu verhaften, und zu Protokoll vernehmen zu lassen, welchemnächst nach den im Artikel 2. enthaltenen Bestimmungen zu verfahren ist.

Artikel 7.

Die hohen kontrahirenden Theile werden darauf halten, daß den an ihre Behörden zu richtenden Auslieferungs-Requisitionen schnell und ohne Rückhalt genügt werde. Selbst in dem Falle, wo die reklamirten Individuen in den Dienst des Staates aufgenommen seyn sollten, auf dessen Gebiete sie sich befinden, soll dieser Umstand auf die aus dem gegenwärtigen Artikel entspringenden gegenseitigen Verpflichtungen von keinem Einflusse seyn.

Artikel 8.

Sollten über die Richtigkeit irgend eines in dem Requisitionsschreiben angeführten Umstandes Zweifel entstehen, so können diese, die im Artikel 3. erwähn-

tionnés dans l'article 3 exceptés, motiver un refus d'extradition.

Article IX.

Non-seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal qui aura été dressé pour constater les causes et les circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui, d'après l'article 2, doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront aussitôt restitués avec lui. Si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux qui ne doivent être livrés qu' à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'une réquisition spéciale, dans ce cas, afin de mettre hors de doute que son extradition est conforme aux principes établis dans la présente Convention, l'acte de réquisition qui le concerne, devra, lors de l'extradition, être produit en original ou en copie vidimée.

Article X.

Les points de la frontière où l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, avait lieu précédemment, continueront à servir pour le même objet aussi longtemps que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront, suivant que ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à l'état civil, indiqués par les autorités militaires ou civiles compétentes, à celles de l'autre Etat.

Article XI.

Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais

wähnten Fälle ausgenommen, eine Verweigerung der Auslieferung nicht begründen.

Artikel 9.

Bei der Auslieferung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen ist jederzeit und ohne Ausnahme nicht allein das bei seiner Verhaftung über die Veranlassung und Umstände desselben aufgenommene Protokoll, sondern es sind auch, wenn derselbe zur Klasse der nach Artikel 2. von Amtswegen Auszuliefernden gehört, die Militaireffekten, durch welche seine Desertion sich ergeben hat, sofort mit zu überliefern. Gehört er dagegen zu den erst nach vorheriger Kommunikation mit den respektiven Militairbehörden oder in Folge einer besonderen Requisition auszuliefernden Individuen, so ist, um jeden Zweifel darüber zu beseitigen, daß seine Auslieferung den im gegenwärtigen Vertrage bestimmten Grundsätzen gemäß sey, allemal das Original oder eine beglaubte Abschrift des ihn betreffenden Requisitionsschreibens bei seiner Auslieferung vorzuzeigen.

Artikel 10.

Die Grenzorte, wo früher die ordnungsmäßige Auslieferung der Deserteure und anderer Individuen stattgefunden hat, werden auch ferner, und zwar so lange zu diesem Zwecke beibehalten, als die beiderseitigen Behörden nicht etwa über eine Abänderung in dieser Beziehung sich vereinbaren. Die an diesen Orten mit dem Auslieferungsgeschäft beauftragten Beamten sind, je nachdem sie zum Militair- oder Civilstande gehören, von Seiten der betreffenden Militair- oder Civilbehörden den jenseitigen namhaft zu machen.

Artikel 11.

An Unterhaltungskosten werden für jeden Deserteur oder Militairpflichtigen, von

d'entretien seront acquittés à raison de deux et demi ($2\frac{1}{2}$) gros d'argent de Prusse ou de sept et demi ($7\frac{1}{2}$) Kopeks d'argent de Russie, par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré, soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a emmené un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour, et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire, et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté, ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si, par suite de maladie, le transfuge se trouvait avoir été reçu à un hôpital, les frais qui en résulteront, seront acquittés par le Gouvernement réclamant, à raison de trois et demi ($3\frac{1}{2}$) gros d'argent de Prusse, ou de dix et demi ($10\frac{1}{2}$) Kopeks d'argent de Russie, par jour, pour tout le temps pendant lequel son état de santé l'aura retenu à l'hopital.

Article XII.

Si, outre le déserteur lui-même, l'on parvient encore à découvrir le cheval de service emmené par lui, et que ce cheval soit rendu à l'Etat auquel il appartient, la personne qui par son avis aura amené la saisie du cheval, obtiendra de l'Etat auquel se fera l'extradition, une récompense de sept

von dem Tage an, wo er, zum Zwecke seiner von Amtswegen oder auf Requisition zu bewirkenden Auslieferung verhaftet worden ist, zwei und ein halber ($2\frac{1}{2}$) Silbergroschen Preußisch Kourant oder sieben und ein halber ($7\frac{1}{2}$) Kopeken Silber täglich vergütet. Hat der Deserteur ein Dienstpferd mit sich genommen, so werden, von dem eben gedachten Zeitpunkte ab täglich, auf dasselbe 2 Metzen Hafer und acht Pfund Heu, nebst dem nöthigen Stroh, gutgethan, und diese Fourage wird nach den jedesmaligen Marktpreisen der nächsten Stadt bezahlt.

Die Auslieferung des Deserteurs wird spätestens acht Tage nach seiner bei dessen Entdeckung sofort stattfindenden Verhaftung erfolgen, und die Kosten für seinen Unterhalt sollen auch gegenseitig nur für den Zeitraum von acht Tagen erstattet werden, es sey denn, daß seine Auslieferung an die betreffenden Behörden, wegen der Entfernung des Ortes, wo derselbe ergriffen worden, oder wegen anderer hinreichend nachgewiesener Umstände, über jenen Zeitraum hinaus verzögert werden müßte. Ist der Ueberläufer Krankheit halber in ein Hospital aufgenommen worden, so werden die desfallsigen Kosten von dem reklamirenden Gouvernement mit drei und einem halben ($3\frac{1}{2}$) Silbergroschen Preußisch Kourant oder zehn und einem halben ($10\frac{1}{2}$) Kopeken Silber täglich für die ganze Zeit seines Aufenthalts daselbst erstattet.

Artikel 12.

Wird außer dem Deserteur zugleich das von ihm mitgenommene Dienstpferd entdeckt und dem Staate, welchem es gehört, zurückgegeben, so erhält derjenige, durch dessen Anzeige die Beschlagnahme des Pferdes erwirkt worden ist, von dem Staate, an den die Auslieferung erfolgt, eine Belohnung von sieben

écus et demi ($7\frac{1}{2}$) de Prusse (six roubles 75 Kopeks d'argent de Russie).

Article XIII.

Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense, ainsi que les frais d'entretien mentionnés dans l'article 11., lesquels dans aucun cas ne pourront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires chargés sur les points d'extradition de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent, au moyen de laquelle ils payeront, lors de l'extradition du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, et du cheval, les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires par les fonctionnaires de l'autre Etat chargés de l'extradition, ainsi que la récompense pour la saisie du cheval. Si l'on trouvait la dite spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vû la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée, et ce ne sera que plus tard qu'une réclamation à ce sujet sera prise en considération, le seul cas excepté où il n'aurait pas été satisfait à la disposition de l'article 9., concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original ou de la copie vidimée de l'acte de réquisition, dans lequel cas il ne sera payé, ni frais d'entretien, ni recompense.

Article XIV.

Les déserteurs et les individus sujets au service militaire ne pouvant contracter de dettes que l'Etat auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, les dettes qu'ils pourraient

ben und einem halben ($7\frac{1}{2}$) Thaler Preußisch Kourant (sechs Rubel 75 Kopeken Silber).

Artikel 13.

Zur Berichtigung dieser Belohnung, so wie der im Artikel 11. bemerkten Unterhaltungskosten, welche in keinem Falle erhöhet werden dürfen, werden die hohen kontrahirenden Theile bei den mit dem Auslieferungsgeschäft in den dazu bestimmten Grenzorten beauftragten Beamten eine gewisse Summe Geldes niederlegen lassen, von welcher diese Beamten sofort bei Auslieferung des Deserteurs oder Militairpflichtigen und des Dienstpferdes sowohl die Unterhaltungskosten auf den Grund einer Berechnung, welche bei der Auslieferung von der dazu beauftragten jenseitigen Behörde mit zu übergeben ist, als auch die Belohnung für die Beschlagnahme des Dienstpferdes zu berichtigen haben. Sollte diese Berechnung für unrichtig gehalten werden, was jedoch bei der genauen Festsetzung des Satzes der Belohnung und der Unterhaltungskosten nicht leicht wird stattfinden können, so soll dennoch die Zahlung der aufgerechneten Summe erfolgen, und erst später ist eine desfallsige Reklamation zu untersuchen, mit alleiniger Ausnahme des Falles, wo der im Artikel 9. enthaltenen Bestimmung wegen gleichzeitiger Ueberlieferung der bei einem Deserteur gefundenen Militaireffekten oder Vorzeigung des Original-Requisitionsschreibens oder einer beglaubten Abschrift davon, nicht genügt wäre, indem alsdann weder die Unterhaltungskosten noch die Belohnung gezahlt werden.

Artikel 14.

Da weder von Deserteuren noch von ausgetretenen Militairpflichtigen Schulden kontrahirt werden können, die den auf ihre Person Anspruch habenden Staat zu deren Erstattung rechtlich ver-

avoir, ne feront jamais, lors de l'extradition, un objet de discussion entre les autorités des deux Etats. Si un individu, durant sont séjour dans l'Etat qui le livre, a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant les autorités compétentes de l'Etat auquel appartient son débiteur.

Pareillement, si un déserteur ou un individu sujet au service militaire se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagements qu'il aurait contractés envers des particuliers, l'Etat auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le livrer sans retard.

Article XV.

Ceux qui, dans le pays de l'un des deux Souverains, commettent un délit criminel, ou qui son accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre sur une réquisition qui aura lieu de la manière indiquée ci-dessous dans l'article 16.

L'état ou la condition du coupable, de l'accusé ou du prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué, à quelque état ou à quelque condition qu'il appartienne, qu'il soit noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire, ou civil.

Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays

pflichten, so kann auch die Bezahluag solcher Schulden bei der Auslieferung nie einen Gegenstand der Erörterung zwischen den Behörden beider Staaten bilden. Hat ein solches Individuum während seines Aufenthalts in dem Staate, von welchem es auszuliefern ist, Verbindlichkeiten gegen Privatpersonen übernommen, an deren Erfüllung es durch die Auslieferung verhindert wird, so bleibt dem dadurch verletzten Theile nur übrig, seinen Schuldner bei dessen kompetenter vaterländischen Behörde zur Geltendmachung seiner Recht in Anspruch zu nehmen.

Eben so befreiet die persönliche Haft, in welcher ein Deserteur oder ausgetretener Militairpflichtiger sich im Augenblicke seiner Reklamation etwa wegen eingegangener Privatverbindlichkeiten befinden sollte, den Staat, an welchen die Reklamation gerichtet ist, keineswegs von der Verpflichtung zur sofortigen Auslieferung des reklamirten Individuums.

Artikel 15.

Diejenigen, welche in den Staaten eines der beiden Souverains ein Kriminalverbrechen begehen, oder eines solchen angeschuldigt oder bezüchtigt sind, und darauf entfliehen und in das Gebiet des andern Souverains sich begeben, werden gegenseitig auf eine Requisition, welche auf die unten im Artikel 16. bezeichnete Art erfolgen muß, ausgeliefert.

Der Stand oder die bürgerlichen Verhältnisse des Verbrechers, Angeschuldigten oder Bezüchtigten machen hierin keinen Unterschied, und selbiger wird ausgeliefert, wes Standes er auch sey, Edelmann, Stadt- oder Landbewohner, ein Freier oder Leibeigner, ein Soldat oder vom Civilstande.

Ist aber der erwähnte Verbrecher oder der Angeschuldigte ein Unterthan

des-

duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice selon les lois du pays. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis le dit délit criminel ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

Article XVI.

L'arrestation d'un criminel qui doit être livré de la part d'un Etat à l'autre, aura lieu à la réquisition d'un bureau de police ou d'un tribunal du pays où le prévenu aura commis le crime qui lui est imputé, et cette réquisition sera adressée à un bureau de police ou à un tribunal de l'autre pays. Les autorités respectives sont tenues, lors même qu'elles seraient incompétentes pour faire droit à la réquisition qui leur est adressée, de l'accepter et de la faire tenir sans délai aux fonctionnaires compétents.

L'extradition effective ne se fera toutefois de la part de la Prusse, qu'à la réquisition du Gouverneur général de la Province de l'Empire de Russie, ou à la réquisition du tribunal supérieur de la Province du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire. Dans l'un et l'autre cas, la réquisition sera adressée au tribunal supérieur de la Province de

desjenigen Souverains, in dessen Land er geflüchtet ist, nachdem er in dem Lande des andern Souverains ein Verbrechen begangen hat, so findet die Auslieferung nicht Statt, sondern der Souverain, dessen Unterthan er ist, wird denselben sofort nach seinen Landesgesetzen zur Untersuchung und Strafe ziehen lassen. Sobald jedoch ein Individuum in dem Lande, wo dasselbe ein Kriminalverbrechen oder irgend ein Vergehen sich hat zu Schulden kommen lassen, deshalb verhaftet worden ist, so kann der Souverain des Landes, in welchem die Verhaftung erfolgt ist, denselben zur Untersuchung ziehen und die verwirkte Strafe vollstrecken lassen, wenn auch dieses Individuum ein Unterthan des andern Landesherrn wäre.

Artikel 16.

Die Verhaftung eines Verbrechers Behufs dessen Auslieferung soll erfolgen auf die Requisition einer Polizei- oder Gerichtsbehörde des Staates, in welchem der Angeschuldigte das ihm schuldgegebene Verbrechen begangen hat. Diese Requisition wird an eine Polizei- oder Gerichtsbehörde des anderen Staates gerichtet. Die betreffenden Behörden sind verpflichtet selbst dann, wenn sie zur Erfüllung der ihnen zugehenden Requisition nicht kompetent sind, dieselbe anzunehmen und sie unverzüglich an die kompetente Behörde zu befördern.

Die wirkliche Auslieferung geschieht jedoch allemal erst von Seiten Preußens auf die Requisition des General-Gouverneurs derjenigen Provinz des Kaiserthums Rußland oder auf die Requisition des Obergerichtes derjenigen Provinz des Königreichs Polen, wo gegen den Verbrecher oder Angeschuldigten eine gerichtliche Untersuchung bereits stattgefunden hat oder stattfinden soll. In dem einen wie in dem an-

de-

la Monarchie Prussienne où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

De la part de la Russie et du Royaume de Pologne l'extradition aura lieu à la réquisition du tribunal supérieur de la Province prussienne où le criminel ou prévenu a déja été ou doit être soumis à une enquête judiciaire, laquelle réquisition sera adressée au Gouverneur général de la Province de l'Empire de Russie, ou au tribunal supérieur de la Province du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement la liste des tribunaux supérieurs de la Monarchie Prussienne et du Royaume de Pologne, qui sont chargés d'expédier ces réquisitions.

Dans tous les cas précités, soit que la demande d'extradition ait été faite par un tribunal supérieur de la Prusse, soit qu'elle provienne d'un des Gouverneurs généraux russes ou d'un tribunal supérieur du Royaume de Pologne, la réquisition doit être accompagnée d'une expédition, soit de la sentence, si elle a déjà été prononcée, soit de l'arrêt de mise en accusation, spécifiant en détail les circonstances du crime.

La demande d'extradition et les pièces à l'appui devront être présentées dans les six mois, à compter du jour où l'annonce de l'arrestation du criminel ou du prévenu aura été expédiée au fonctionnaire ou au tribunal qui aura demandé cette arrestation.

deren Falle wird die Requisition an das Obergericht derjenigen Provinz der Preußischen Monarchie gerichtet, wo der Verbrecher oder Angeschuldigte dem Vermuthen nach Zuflucht gesucht hat.

Von Seiten Rußlands und des Königreichs Polen wird die Auslieferung nur auf die Requisition des Obergerichtes derjenigen Preußischen Provinz erfolgen, wo gegen den Verbrecher oder Angeschuldigten eine gerichtliche Untersuchung bereits stattgefunden hat oder stattfinden soll. Diese Requisition wird an den General-Gouverneur derjenigen Provinz des Kaiserthums Rußland oder an das Obergericht derjenigen Provinz des Königreichs Polen gerichtet, wo der Verbrecher oder Angeschuldigte dem Vermuthen nach Zuflucht gesucht hat.

Beide Regierungen werden sich gegenseitig das Verzeichniß der Obergerichte der Preußischen Monarchie und des Königreichs Polen mittheilen, welchen die Erlassung dieser Requisitionen anvertraut ist.

In allen vorgedachten Fällen, der Antrag auf Auslieferung möge von einem Obergerichte Preußens oder des Königreichs Polen gemacht seyn, oder von einem der Russischen General-Gouverneure ausgehen, soll die Requisition von einer Ausfertigung entweder des Erkenntnisses, wenn ein solches schon ergangen ist, oder des Beschlusses über die Eröffnung der Kriminaluntersuchung begleitet seyn, in welchem die näheren Umstände des Verbrechens auseinandergesetzt sind.

Der Antrag auf Auslieferung und die zur Begründung desselben dienenden Dokumente sollen binnen sechs Monaten von dem Tage an, wo die Anzeige über die Verhaftung des Verbrechers oder des Angeschuldigten an den requirirenden Beamten oder das re-

En cas de retard, l'obligation de livrer le criminel ou prévenu cessera.

L'extradition elle-même aura lieu, lorsque, par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité de sa personne aura été reconnue, et si l'action qui lui est imputée, est telle que, suivant les lois de l'Etat auquel s'adresse la réclamation, le coupable devrait également être soumis à une enquête criminelle.

Pour être livré, le criminel sera escorté jusqu'a la frontière et remis contre le remboursement des frais aux autorités de l'Etat requérant.

Article XVII.

Il sera payé:

a) pour l'entretien du criminel, à compter du jour de son arrestation, deux gros et demi ($2\frac{1}{2}$) d'argent de Prusse (sept Kopeks et demi ($7\frac{1}{2}$) d'argent de Russie) par jour;

b) pour frais de détention, tant que celle-ci dure, trois gros et un quart ($3\frac{1}{4}$) d'argent de Prusse (neuf Kopeks et trois quarts ($9\frac{3}{4}$) d'argent de Russie) par jour, et en outre;

c) les déboursés à liquider dans chaque cas particulier pour le transport du criminel jusqu'à la frontière, et pour la fourniture des pièces d'habillement dont il avait besoin.

Article XVIII.

Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part de l'Etat qui les réclame, être poursuivis sur le territoire de l'autre Etat, soit

requirirende Gericht abgesandt wird, vorgelegt werden. Im Verzögerungsfalle erlischt die Verbindlichkeit zur Auslieferung des Verbrechers oder Angeschuldigten.

Die Auslieferung selbst soll erfolgen, nachdem durch Vernehmung des Angeschuldigten die Identität seiner Person festgestellt worden, und wenn die ihm schuldgegebene Handlung eine solche ist, daß auch nach den Gesetzen des requirirten Staates der Schuldige gleichfalls zur Kriminaluntersuchung gezogen werden müßte.

Behufs der Auslieferung soll der Verbrecher bis zur Grenze transportirt und gegen Erstattung der Kosten den Behörden des requirirenden Staates übergeben werden.

Artikel 17.

An Kosten werden

a) für den Unterhalt des Verbrechers, vom Tage seiner Verhaftung an, täglich zwei und ein halber ($2\frac{1}{2}$) Silbergroschen Preußisch Kourant (sieben und ein halber ($7\frac{1}{2}$) Kopek Silber);

b) an Kosten der Haft, so lange diese dauert, täglich drei und ein viertel ($3\frac{1}{4}$) Silbergroschen Preußisch Kourant (neun und drei viertel ($9\frac{3}{4}$) Kopeken Silber) und außerdem

c) die in jedem einzelnen Falle zu liquidirenden Auslagen für den Transport des Verbrechers und für Anschaffung der zu seiner Bekleidung erforderlich gewesenen Gegenstände

bezahlt.

Artikel 18.

Weder Deserteure, noch Militairpflichtige, noch Verbrecher, können von Seiten des reklamirenden Staats auf gewaltsame, eigenmächtige oder heimliche Weise auf das Gebiet des anderen Staa-

par quelque acte de violence ou d'autorité arbitraire, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quelqu'il soit, ou quelque émissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux Etats.

Si, de la part de la Puissance réclamante, la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux Etats. Là le détachement devra s'arrêter, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée, et s'adressera au fonctionnaire militaire ou civil compétent, pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant l'acte de réquisition de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards que les deux Gouvernements se doivent mutuellement, et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente Convention.

Article XIX.

Tout acte d'autorité qu'un employé civil ou militaire de l'un des deux Etats exercera sur le territoire de l'autre, sans y avoir été expressément autorisé par les fonctionnaires militaires ou civils compétents de ce dernier Etat, sera considéré comme une violation de territoire et puni en conséquence.

S'il s'élève des doutes sur le fait même de la violation de territoire, ou sur les circonstances particulières qui l'ont accompagnée, il sera établi une commission mixte, présidée par le Commissaire de la partie lésée. Les Commissaires perpétuels, désignés d'avance

Staates verfolgt werden. Es ist daher untersagt, daß zu diesem Zwecke irgend ein Militair- oder Civilkommando oder geheimer Abgeordneter die Grenze beider Staaten überschreite. Ist von Seiten der reklamirenden Macht die Verfolgung eines oder mehrerer Deserteure, oder Militairpflichtiger, oder geflüchteter Verbrecher mittelst eines Militair- oder Civilkommando's, oder auf andere Art verfügt worden, so darf sich diese Verfolgung nicht weiter als bis zur Grenze, welche beide Staaten von einander trennt, erstrecken. Hier muß das Kommando Halt machen, und nur ein Mann darf die Grenze überschreiten. Dieser muß sich, bei Enthaltung jeder Ausübung von Gewalt oder Eigenmacht, unter Vorzeigung des Requisitionsschreibens seiner Vorgesetzten, an die kompetente Militair- oder Civilbehörde wenden und auf die Auslieferung antragen. Ein solcher Abgeordneter wird mit denjenigen Rücksichten, welche beide Gouvernements sich gegenseitig schuldig sind, empfangen werden, und das weitere Verfahren erfolgt sodann nach der Vorschrift des gegenwärtigen Vertrages.

Artikel 19.

Jede amtliche Handlung, welche ein Civil- oder Militairbeamter des einen der beiden Staaten auf dem Gebiete des anderen Staates ausübt, ohne von der kompetenten Militair- oder Civilbehörde dieses letzteren Staates dazu ausdrücklich ermächtigt zu seyn, soll als eine Gebietsverletzung angesehen und demgemäß bestraft werden.

Wenn sich Zweifel über die Thatsache der Gebietsverletzung selbst oder über die besonderen Umstände erheben, welche sie begleitet haben, so soll eine gemischte Kommission unter Vorsitz des Kommissarius des verletzten Theiles niedergesetzt werden. Beständige, hierzu im

pour cet effet, seront pour la Prusse le Conseiller provincial du cercle sur la frontière duquel la violation du territoire doit avoir eu lieu, et pour la Russie les Commissaires spéciaux qui sont chargés, tant sur la frontière de l'Empire, que sur celle du Royaume de Pologne, de veiller au maintien des relations de bon voisinage.

Dans des cas particuliers il sera loisible aux deux Gouvernements de confier ces enquêtes à des employés envoyés ad hoc.

Les Commissaires auront le droit de s'adjoindre dans des cas particuliers un employé de justice, pour entendre et assermenter les témoins. Leur mission est de bien éclaircir les faits, pour constater si effectivement une violation de territoire a eu lieu, et qui en est l'auteur. Si la Commission est d'accord à ce sujet, les pièces du procès seront transmises au tribunal compétent de l'Etat auquel le prévenu appartient, afin que la peine soit prononcée et incessamment portée à la connaissance de l'Etat dont le territoire aura été violé.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, soit militaire, soit civil, selon que le coupable appartiendra à l'état militaire ou civil. Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et instruira le procès jusqu'au point où la sentence pourra être prononcée. Les pièces de la procédure seront transmises alors, soit au Général en chef des troupes auxquelles appartient le coupable, soit, lorsque celui-ci est un employé civil, à son supérieur compétent, afin de faire prononcer la sen-

im Voraus bestimmte Kommissarien sollen für Preußen der Landrath desjenigen Kreises, an dessen Grenze die Gebietsverletzung vorgekommen seyn soll, und für Rußland die Spezialkommissarien seyn, welche sowohl auf der Grenze des Kaiserthums, als auf der des Königreichs Polen, mit Aufrechthaltung der freundnachbarlichen Verhältnisse beauftragt sind.

In besonderen Fällen bleibt es den beiden Regierungen vorbehalten, diese Untersuchung besonders zu dem Zwecke abgeordneten Beamten anzuvertrauen.

Die Kommissarien sollen das Recht haben, in besonderen Fällen sich einen Justizbeamten zuzuordnen, um die Zeugen zu vernehmen und zu vereidigen. Ihre Aufgabe ist, die Thatsachen vollständig aufzuklären, um festzustellen, ob wirklich eine Gebietsverletzung stattgefunden, und wer sie begangen hat. Wenn die Kommission hierüber einig ist, werden die verhandelten Akten dem kompetenten Gerichte des Staates, welchem der Angeschuldigte angehört, übersandt, um die Strafe festzusetzen, von welcher unverzüglich dem Staate, dessen Gebiet verletzt worden, Kenntniß gegeben werden soll.

Jedes Individuum, welches in dem Staate selbst, wo dasselbe eine Gebietsverletzung begangen hat, verhaftet worden ist, soll vor das nächste Militair- oder Civilgericht dieses Staates, je nachdem der Schuldige dem Militair- oder Civilstande angehört, gebracht werden. Dieses Gericht soll die Thatsache untersuchen, die Zeugen vernehmen und die Sache so weit instruiren, daß die Abfassung des Erkenntnisses erfolgen kann. Die verhandelten Akten werden alsdann entweder dem kommandirenden General der Truppen, zu denen der Schuldige gehört, oder, wenn letzterer ein Civilbeamter ist, seiner vorgesetzten Be-

tence conformément aux lois de chaque pays.

L'information du procès aura lieu sans interruption, et devra être accélérée autant que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissements ultérieurs, ces éclaircissements seront fournis à la réquisition du dit tribunal par les commissaires chargés de l'information du délit.

Article XX.

Il est défendu aux autorités et aux sujets des Hautes Parties contractantes, soit de récéler un déserteur, un individu sujet au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel passible d'extradition, soit de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par-là à l'extradition.

Les Gouvernements respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux Etats se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignements sur la manière dont les contrevenants auront été recherchés et punis.

Article XXI.

Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu être un déserteur, ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'Etat. Il leur sera surtout interdit d'acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui, ou de faire l'acquisition d'objets qu'un criminel aura emportés en se sauvant, et dont il se trouvera possesseur illégitime. Chacun des deux Gou-

Behörde übersandt, um das Urtheil nach den Gesetzen des Landes fällen zu lassen.

Die Untersuchung soll ohne Unterbrechung geführt und möglichst beschleunigt werden. Begehrt das Gericht, welches das Urtheil zu sprechen hat, zuvor noch anderweite Aufklärungen, so sollen diese auf Requisition des gedachten Gerichtes durch die mit der Untersuchung beauftragten Kommissarien beschafft werden.

Artikel 20.

Beide hohe kontrahirende Theile verbieten ihren Behörden oder Unterthanen, einen Deserteur, bereits reklamirten Militairpflichtigen, oder zur Auslieferung geeigneten Verbrecher zu verbergen, oder demselben nach anderen entfernten Gegenden fortzuhelfen, um ihn auf diese Weise der Auslieferung zu entziehen.

Wider diejenigen, welche sich eines Vergehens dieser Art schuldig machen, werden die beiderseitigen Gouvernements, nach Maaßgabe ihrer respektiven Landesgesetze, verfahren, und die Behörden beider Staaten werden einander zu ihrer Genugthuung Kenntniß davon geben, daß und auf welche Weise die Kontravenienten zur Verantwortung und Strafe gezogen worden sind.

Artikel 21.

Die hohen kontrahirenden Theile werden ihren respektiven Eingesessenen auf das strengste untersagen, von irgend einem Individuo, auch wenn dasselbe als Deserteur noch nicht erkannt oder reklamirt seyn sollte, Effekten anzukaufen, welche den Charakter von Staatseigenthum unverkennbar an sich tragen. Dieselben sollen ganz besonders vor dem Ankaufe des von einem Deserteur mitgebrachten Dienstpferdes und vor der Erwerbung der von einem flüchtig gewordenen Verbrecher mitgebrachten, wi-

vernements emploiera tous le moyens que lui offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

widerrechtlich von ihm besessenen Sachen gewarnt werden. Jede der beiden Regierungen wird alle ihr durch die Landesgesetze zu Gebot stehenden Mittel anwenden, um sich gegenseitig zur unentgeldlichen Wiedererlangung dieser Gegenstände, so wie der obgedachten Militair-Effekten, behülflich zu seyn.

Article XXII.

Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas où, d'après cette convention, elle aurait dû avoir lieu, et que ledit individu, par une nouvelle fuite, retourne dans lepays auquel il aurait dû être livré, le Souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Artikel 22.

Wenn die Auslieferung eines Deserteurs, Militairpflichtigen oder Verbrechers der oben bezeichneten Art in einem solchen Falle nicht erfolgt ist, wo sie nach dieser Konvention hätte erfolgen sollen, und ein dergleichen Individuum durch Flucht wieder in das Land zurückkehrt, dem dasselbe hätte ausgeliefert werden sollen, so ist der Souverain dieses Landes nicht verpflichtet, ein solches Individuum wieder herauszugeben.

Article XXIII.

Chacun des deux Etats s' oblige à reprendre ceux de ses propres sujets dont l'autre Etat voudrait se débarrasser, parce qu'ils lui sont à charge par une raison quelconque. Cette obligation cessera toutefois, si l'individu qu'on veut envoyer, a séjourné à l'étranger pendant dix ans sans passe-port ou Heimath-Schein (certificat d'origine), délivré par les autorités compétentes de son pays natal, ou si ce passe-port ou Heimath-Schein (certificat d'origine) est expiré depuis dix ans.

Les individus dont les passe-ports, certificats d'origine ou autres pièces de légitimation sont encore valables, ou ne sont expirés que depuis un an, pourront, s'ils sont sujets de l'un des deux Etats, y être transférés sans correspondance préalable avec les autorités compétentes de cet Etat.

La remise et l'admission des personnes ci-dessus désignées, se feront:

Artikel 23.

Jeder der beiden Staaten verpflichtet sich, diejenigen seiner Unterthanen wieder zu übernehmen, welche der andere Staat, weil sie ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden sind, ausweisen will. Diese Verbindlichkeit soll allemal erlöschen, wenn das auszuweisende Individuum sich im Auslande zehn Jahre lang ohne einen Paß oder Heimathschein der kompetenten Behörden seines Vaterlandes aufgehalten hat, oder dieser Paß oder Heimathschein seit zehn Jahren abgelaufen ist.

Die Individuen deren Pässe, Heimathscheine oder anderen Legitimations-Papiere noch gültig oder nicht länger als seit Jahresfrist abgelaufen sind, sollen, wenn sie Unterthanen des einen der beiden Staaten sind, in denselben ohne vorgängige Korrespondenz mit dessen kompetenten Behörden ausgewiesen werden können.

Die Ausweisung und die Uebernahme der vorstehend bezeichneten Personen geschieht

a) de la part de la Prusse, par l'intermédiaire des conseillers provinciaux des cercles limitrophes;
b) de la part de la Russie, par l'intermédiaire des commissaires spéciaux qui sont chargés, tant sur la frontière de l'Empire que sur celle du Royaume de Pologne, de veiller au maintien des relations de bon voisinage.

Ces cas exceptés, tout individu se disant sujet de l'une des Hautes Parties, ne pourra être transféré sur le territoire de l'autre, qu' à la suite d'une entente préalable entre les fonctionnaires susmentionnés des deux Pays, et lorsqu'il aura été constaté que l'individu en question est effectivement sujet de l'Etat qui doit le recevoir.

Dans tous les cas susmentionnés les frais, quels qu'ils soient, résultant d'une translation de cette catégorie, resteront à la charge de l'Etat qui l'aura opérée.

Si toutefois le Gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu, dont le transport dans sa patrie ne pourrait être effectué qu' à travers le territoire prussien, le Gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvu que, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même temps:

1) une déclaration certifiée du Gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir;
2) le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'in-

a) von Seiten Preußens durch Vermittelung der Landräthe der Grenzkreise,
b) von Seiten Rußlands durch Vermittelung der Spezial-Kommissarien, welche sowohl auf der Grenze des Kaiserthums, als auf der des Königreiches Polen, mit Aufrechthaltung der freundnachbarlichen Verhältnisse beauftragt sind.

Mit Ausnahme dieser Fälle soll kein Individuum, welches sich für einen Unterthan eines der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgiebt, anders auf das Gebiet des anderen Staates ausgewiesen werden dürfen, als nach vorgängiger Verständigung zwischen vorstehend gedachten Beamten und nachdem festgestellt seyn wird, daß das in Rede stehende Individuum wirklich Unterthan des Staates ist, welcher dasselbe übernehmen soll.

In allen vorerwähnten Fällen bleiben die Kosten jeglicher Art, welche durch eine solche Ausweisung entstehen, dem ausweisenden Staate zur Last.

Wenn indessen die Kaiserlich Russische oder die Königlich Polnische Regierung in den Fall kommen sollte, sich eines Individuums entledigen zu wollen, dessen Transportirung in seine Heimath nicht füglich anders, als durch das Preußische Gebiet geschehen könnte, so wird die Königlich Preußische Regierung ihre Einwilligung hierzu nie versagen, wenn, bei Ueberlieferung des Auszuweisenden an die Preußischen Grenzbehörden, diesen zugleich

1) eine bescheinigte Annahme-Erklärung derjenigen Landesregierung, welcher der Auszuweisende angehört, und
2) der vollständige Betrag der Transport- und Unterhaltungskosten des

Aus-

dividu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complétement remplies, le Gouvernement prussien, vû les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres Etats, ne pourra se prêter à recevoir un individu qui devra être transporté dans un Etat tiers. Dans le cas où de pareils individus appartenant à un Etat tiers, auraient néanmoins été admis dans les Etats prussiens, en vertu d'un passeport délivré par des autorités russes ou polonaises, et que leur prétendu pays natal refusât de les recevoir, les autorités prussiennes pourront les renvoyer en Russie ou en Pologne pendant la durée d'un an, à dater de leur entrée de l'un de ces pays en Prusse, en consignant dans leurs passe-ports le motif de ce renvoi.

Auszuweisenden für den ganzen Weg bis in seine Heimath, übergeben wird.

Ohne die vollständige Erfüllung der beiden vorstehenden Bedingungen kann sich die Königlich Preußische Regierung bei den zwischen ihr und andern Staaten in dieser Beziehung bestehenden vertragsmäßigen Vereinbarungen zur Uebernahme irgend eines, einem dritten Staate zuzuweisenden, Individuums nicht verstehen.

In dem Falle, wo dergleichen einem dritten Staate angehörige Individuen, dennoch in die Preußischen Staaten auf Grund eines ihnen von einer Russischen oder Polnischen Behörde ertheilten Passes zugelassen seyn sollten, und ihr angeblicher Heimathsstaat ihre Aufnahme verweigerte, sollen die Preußischen Behörden sie nach Rußland oder Polen binnen einer Frist von einem Jahre, von ihrem Eintritte aus einem dieser Länder nach Preußen an gerechnet, zurückweisen dürfen, indem auf ihren Pässen der Grund dieser Zurückweisung vermerkt wird.

Article XXIV.

La durée de la présente Convention dont toutes les dispositions sont également applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze ans.

Artikel 24.

Die Dauer der gegenwärtigen Konvention, deren sämmtliche Bestimmungen gleichmäßig auf das Königreich Polen Anwendung finden, ist auf zwölf Jahre festgesetzt.

Article XXV.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

Artikel 25.

Die gegenwärtige Konvention wird ratifizirt werden, und die betreffenden Ratifikations-Instrumente sollen in Berlin binnen sechs Wochen, oder noch früher, wenn es thunlich ist, ausgewechselt werden.

En foi de quoi, nous, les Plénipotentiaires respectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de nos armes.

Zur Beglaubigung dessen haben wir, die beiderseitigen Bevollmächtigten, solche unterzeichnet und mit unserem Siegel versehen.

Fait à Berlin, le vingt (huit) Mai de l'an de grâce mil-huit-cent-quarante-quatre.

(signé) Bülow. (L. S.)

Le Baron de Meyendorff. (L. S.)

Geschehen zu Berlin, den zwanzigsten (achten) Mai im Jahre des Herrn Eintausend Achthundert Vier und Vierzig.

(gez.) Bülow. (L. S.)

Der Baron v. Meyendorff. (L. S.)

Der vorstehende Vertrag ist ratifizirt worden, und hat die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu Berlin am 3. Juli d. J. stattgefunden.

(Nr. 2464.) Allerhöchste Kabinetsorder vom 21. Juni 1844., betreffend den Kleinhandel mit Getränken und den Gast- und Schankwirthschafts-Betrieb.

Zu mehrerer Sicherung der Erfolge, welche bei Erlaß der Order vom 7. Februar 1835. in Betreff des Kleinhandels mit Getränken und des Gast- und Schankwirthschafts-Betriebes, beabsichtigt worden sind, bestimme Ich hierdurch auf den Bericht des Staatsministeriums vom 11. d. M. für sämmtliche Provinzen der Monarchie, was folgt:

1) Der Kleinhandel mit Getränken soll nicht bloß auf dem Lande, sondern auch in den Städten den Bestimmungen der Order vom 7. Februar 1835. unterworfen seyn.
2) In allen zur vierten Gewerbesteuer-Abtheilung gehörigen Ortschaften sollen die Vorschriften jener Order wegen des Schankwirthschafts-Betriebes auch auf den Betrieb der Gastwirthschaft Anwendung finden.
3) In den unter 2. bezeichneten Ortschaften hat fortan nicht die Orts-Polizei-Behörde, sondern der Kreis-Landrath die Erlaubniß-Scheine zum Betriebe derjenigen Gewerbe zu ertheilen, welche den durch die Order vom 7. Februar 1835. und durch die gegenwärtige Order vorgeschriebenen Beschränkungen unterliegen.

Dieser Befehl ist durch die Gesetzsammlung zur öffentlichen Kenntniß zu zu bringen.

Sanssouci, den 21. Juni 1844.

Friedrich Wilhelm.

An das Staatsministerium.